



Déclaration de la FSU 1^{er} mai 2021

Le 1er mai est une journée de solidarité internationale et de lutte des travailleuses et des travailleurs pour leurs droits, une journée pour réaffirmer que les revendications et l'action syndicale ne sont pas confinées face à un gouvernement qui accélère sa politique de casse des droits sociaux et des libertés.

Nous exerçons aujourd'hui notre droit à manifester dans un contexte de prolongation sans fin de l'état d'urgence, alors que la loi « sécurité globale » est passée en force ces derniers jours, que le projet de loi « séparatisme » et les décrets « sécurité intérieure » confirment que ce gouvernement profite de la pandémie pour s'engager dans une fuite en avant liberticide. Nous exigeons l'abandon de ces textes.

Nous exigeons aussi le retrait de la réforme de l'assurance chômage, projet qui ne vise qu'à amputer encore davantage les droits des demandeurs et demandeuses d'emploi.

Nous dénonçons les suppressions de postes dans la Fonction publique alors que les Services publics ont démontré leur rôle indispensable pendant cette crise sanitaire. Nous rejetons le futur projet de Loi 4D qui va entraîner des inégalités sans précédents dans les territoires et qui est le témoin d'un nouveau désengagement de l'État de droit.

Nous condamnons la politique irresponsable du gouvernement en matière de santé publique, qui continue la suppression des moyens matériels et humains particulièrement dans les services de réanimation mais aussi dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux, alors que le virus et ses variants circulent de manière toujours aussi active.

Nous exigeons une réelle revalorisation des agents de la Fonction Publique notamment par le dégel du points d'indice afin de faire cesser la précarité dans laquelle sont plongés de plus en plus d'agents publics, comme les AED et les AESH dans l'EN.

Et nous exigeons des créations d'emplois statutaires dans tous les secteurs de la FP qui en ont besoin.

La crise sanitaire et les politiques mises en place pour soi-disant faire face à cette crise n'ont fait qu'aggraver les inégalités sociales et généralisent la précarité, le chômage, la pauvreté.

Bien au contraire, il faut abandonner la réforme des retraites, revaloriser les pensions, défendre et promouvoir l'emploi, en particulier l'emploi des jeunes qui souffrent et peinent à survivre, alors qu'émerge, de plus en plus, le sentiment d'une génération sacrifiée.

Les raisons sont donc multiples et fortes de lutter ensemble pour promouvoir des alternatives justes et équitables, et, en ce 1er mai, nous réaffirmons notre engagement déterminé pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et l'.